

lithographs, and pamphlets; left-wing doctors, notaries, and shopkeepers politically advised their clients in the course of daily business. Colportage, village cafés, social clubs, the postal service and the provincial Leftist press served as “channels” of political communication and persuasion in the countryside. In the wake of greater repression in 1850, secret societies played a greater role. In discussing these matters, Berenson follows paths opened up by Maurice Agulhon and Ted Margadant but provides considerable archival detail of his own.

Often the causal argument stressing religion seems strained. On the one hand, the concept religiosity is used to cover such popular traditions as carnival and *entraide* as well as a basic sense of justice. Yet Protestantism is not included. On the other hand, none of the people’s readiness for the Montagnard message is traced to secular or earlier political influences. Agulhon begins his “1848 ou l’Apprentissage de la République” with a discussion of the “image and memory of the Revolution.” Berenson’s own account has people of the mid-nineteenth century singing the Marseillaise and talking of rights, Liberty, Equality, and Fraternity. As William Sewell has made clear, such ideals as fraternal association went back not just to the 1789 Revolution, but to older corporate traditions. Undoubtedly, as John Merriman has observed, religion exerted an important influence in some parts of the Midi, such as the Lot-et-Garonne. The book under review insists on religiosity as the key.

The final part of the argument is that propaganda transformed religiosity into “commitment to democratic-socialist doctrine” that in most places has lasted into our own time. In the May 1849 elections, more than 35% of rural voters in Berenson’s selected departments voted for the democratic-socialists. In the same period left-wing symbols and ideas showed up in *fêtes patronales* and Mardi gras celebrations. Yet questions remain about whether such events demonstrate mass “political commitment” and, in particular, peasant commitment. Most of the evidence concerns artisans, not peasants. Doubts raised by Eugen Weber (in “French Historical Studies”, 1980) are not put to rest.

The rural insurrection against Louis Napoleon’s coup d’état was for many an expression of republican allegiance, and for some it expressed allegiance to democratic-socialist ideas. Some of the rebels expressed themselves in religious terms. But is it warranted to conclude that the rising took the form of popular religious observance (p. 215)? Again, the author did not have to work the religious thesis so hard. His detailed accounts of local actions and mentalities, including religiosity, are quite instructive. The clear presentation of economic malaise, religious and folkloric traditions, popular literature, and Montagnard activities would have been enough to make this book a worthwhile contribution.

Charles Rearick
University of Massachusetts, Amherst

* * *

Geneviève Billeter — *Le pouvoir patronal. Les patrons des grandes entreprises suisses des métaux et des machines (1919-1939)*. Genève, Librairie Droz, 1985. 268 p.

Cet ouvrage porte sur un objet très bien délimité: le patronat suisse des secteurs des métaux et des machines dans la période 1919-1939. L’auteure a recensé pour ce faire un total de 384 administrateurs à l’œuvre dans les 21 plus grandes entreprises de ces deux secteurs, et elle a examiné leur activité sous les angles les plus divers, dans leurs entreprises et sur la scène publique, à l’aide des publications patronales, des rapports d’entreprises, des journaux syndicaux et de la grande presse, sans oublier quelques entrevues. Objet d’étude fort spécialisé à première vue, mais à travers lequel l’auteure en vient à traiter de l’évolution des rapports entre les classes au sein de la société suisse au cours de cette période, et plus particulièrement de l’intégration graduelle du mouvement ouvrier à la société bourgeoise dans ce pays. Et c’est là que l’ouvrage acquiert une portée plus générale dont l’intérêt dépasse de loin le champ très spécialisé des études helvétiques.

Le livre s'ouvre par le rapprochement très révélateur de deux dates cruciales dans l'histoire de la Suisse : la grève générale de novembre 1918 et la signature de la Convention de la paix du travail en juillet 1937, dans laquelle les syndicats renonçaient à l'usage de la grève et s'engageaient à régler tout contentieux éventuel par voie de négociation dans un esprit de bonne volonté. Cet accord de paix sociale convenu entre l'Association patronale des constructeurs de machines et industriels en métallurgie (ASM) d'une part, et la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers (FOMH) et trois syndicats moins importants d'autre part, devait par la suite servir de modèle aux autres secteurs et donner à la Suisse sa réputation actuelle d'un endroit où les grèves sont aussi rares que les tempêtes de neige en Floride, ce qui n'a pas toujours été le cas. Ce n'est pas le moindre mérite de l'ouvrage que d'illustrer concrètement cette intégration du mouvement ouvrier et d'exposer le rôle actif du patronat dans ce processus, en tant que classe d'individus vivants et pensants dotés d'une direction consciente, plutôt qu'en termes anonymes de structures et de rapports de structures.

L'étude se développe sur deux plans, qui correspondent aux deux parties de l'ouvrage : les patrons dans leurs entreprises, et les patrons dans la politique. La première partie traite des diverses méthodes déployées par les patrons dans leurs entreprises pour susciter la loyauté de leurs employées et pour contrecarrer le développement des syndicats d'inspiration socialiste, tels que la FOMH. C'est ainsi que plusieurs patrons éclairés ont institué des œuvres de prévoyance — de bienfaisance, dirions-nous ici — pour couper l'herbe sous le pied aux revendications ouvrières tout en prévenant la mise sur pied de programmes sociaux publics, en développant par ailleurs des relations de dépendance et de clientélisme parmi les salariées. Les commissions ouvrières mises sur pied par les employeurs dans nombre d'entreprises visaient aussi à court-circuiter les syndicats en offrant un canal alternatif pour l'expression des griefs ouvriers. Les journaux d'entreprise se donnaient ouvertement la tâche de combattre l'influence de la presse syndicale et socialiste. Et si tout cela ne suffisait pas, il restait bien sûr le recours à la police, à l'armée et aux « ligues patriotiques », milices d'extrême-droite formées en réaction aux grèves générales de 1918 et 1919, dans lesquelles les corps répressifs réguliers s'étaient trouvés débordés.

L'association patronale des métaux et des machines fut aussi fondée en réaction à la formation de la FOMH, dans le but de coordonner la résistance patronale aux revendications ouvrières, les employeurs s'engageant par exemple à ne pas embaucher de grévistes lors d'un conflit dans une autre entreprise, sur la base de listes noires établies par l'Association. Malgré tout, la force croissante des syndicats a finalement contraint les employeurs à conclure des contrats collectifs de travail, mais ils ont continué à s'opposer avec acharnement à toute perspective de contrat collectif à l'échelle de la branche ou de l'industrie, tel que revendiqué par la FOMH. C'est ici que l'étude sort du terrain de l'entreprise pour aborder l'action patronale dans la politique et la société.

La deuxième partie de l'ouvrage s'ouvre sur l'action parlementaire. L'étude recense pas moins de 19 patrons des métaux et des machines qui ont siégé à l'assemblée fédérale au cours de la période étudiée, presque tous pour le parti radical, dont quatre au Conseil fédéral. Ce dernier a compté au moins un représentant de l'industrie des métaux et des machines de 1919 à 1939 sans interruption. Mais on peut regretter que l'auteure ne traite pas davantage de l'influence patronale au sein du parti radical en tant que tel, dans son financement par exemple. On sait qu'il s'agit là d'un canal très important pour l'influence patronale. L'auteure traite aussi de l'activité patronale extra-parlementaire — le « lobbying », comme on dit maintenant — pour noter la grande influence des associations patronales sur la préparation des projets de loi et sur leur application. Cette influence se consacrait initialement à contrer toute extension des programmes sociaux et toute forme d'intervention étatique, au nom d'une idéologie libérale de laissez-faire héritée des combats du XIX^e siècle contre les vestiges de la féodalité. Mais l'ouvrage montre comment le patronat suisse fut amené à modifier sa politique au cours des années 20 et 30, d'abord sous la pression des luttes ouvrières de 1918-1924, puis sous le choc de la grande dépression de 1929 et de la crise financière et monétaire subséquente, qui rendaient impraticables les politiques libérales classiques.

Les premiers accrocs sérieux aux traditions libérales furent acceptés par le patronat comme des concessions inévitables qu'on s'efforcerait de renverser à la première occasion, par exemple dans le cas de la réduction de la semaine de travail à 48 heures promulguée par le gouvernement suite à

la grève générale de 1918. Cette mesure fut partiellement renversée dès 1922 sur l'initiative du conseiller fédéral Schulthess, lui-même grand patron de Brown Boveri. Mais tout cela devait se terminer par une cuisante défaite politique du patronat, car la nouvelle loi de 1922 fut elle-même rejetée par la population suisse lors d'un plébiscite tenu en 1924. L'arme du plébiscite fut employée avec succès par les forces syndicales et socialistes à plusieurs reprises dans les années 20, de sorte que le patronat fut contraint d'accepter une série de réformes importantes. Mais la grande Dépression devait modifier le rapport de force au profit du patronat, et un plébiscite de 1934 rejetait l'Initiative de crise proposée par les syndicats, pourtant inspirée du New Deal de Roosevelt.

Pourtant, l'attitude intransigeante du patronat envers les syndicats devait se modifier sensiblement au cours des années 30, parallèlement à l'évolution des syndicats eux-mêmes. Billeter se réfère ici au sociologue Robert Michels et à sa théorie de la bureaucratisation, qui relève le développement dans les grandes organisations d'une couche distincte de fonctionnaires permanents portés à défendre leurs propres intérêts en perdant de vue ceux de leurs commettants et en intériorisant les intérêts des autres forces sociales, désormais considérées au premier chef comme interlocuteurs et même comme partenaires. A vrai dire, Billeter ne traite guère de cette évolution en tant que telle dans son ouvrage, qui porte sur le patronat, mais elle en saisit les conséquences au niveau des relations de travail. Le rejet officiel du communisme par l'Union syndicale suisse en 1936 fut d'abord traité par nombre d'observateurs patronaux comme une simple manœuvre destinée à cacher les véritables positions d'une organisation toujours vouée au renversement du capitalisme, mais l'évolution syndicale n'échappait pas aux têtes pensantes du patronat et notamment au président de l'ASM, Ernst Dubi, habitué des tables rondes avec son vis-à-vis de la FOMH, Konrad Ilg.

La signature de la Convention de paix du travail en 1937 résultait donc d'une évolution convergente des sommets syndicaux et patronaux vers la collaboration de classe. Elle survenait par ailleurs dans une conjoncture économique favorable pour le patronat suisse. Les exportations étaient fortement stimulées par la dévaluation du franc suisse en 1936, alors même que l'économie mondiale traversait une conjoncture de reprise, et que la course aux armements suscitait une forte demande pour les industries militaires helvétiques, représentées justement par l'ASM. Le patronat avait donc la possibilité matérielle de faire des concessions. La menace nazie engendrait aussi une atmosphère de défense nationale surtout sensible dans les rangs ouvriers, surtout après l'entrée des nazis en Autriche en 1938. La guerre elle-même devait consacrer cette évolution vers la paix sociale, bien que son analyse sorte des limites de l'ouvrage.

C'est ainsi qu'en deux décennies, un mouvement ouvrier combatif et militant est entré dans la voie de la collaboration de classe et de la renonciation à la lutte gréviste, une évolution qu'on a aussi connue dans bien d'autres pays, mais qui a pris une saveur particulière en Suisse. L'apport de Billeter réside dans la mise à jour des politiques patronales face au mouvement ouvrier, car la lutte des classes est une lutte qui se fait à deux et sur laquelle pèsent les stratégies adoptées par les deux protagonistes, dans des circonstances concrètes qu'ils n'ont pas créées, mais qu'ils s'efforcent de modeler à leur avantage. Et il ne faudrait pas sous-estimer le degré de conscience du patronat sur ce plan. En somme, un ouvrage passionnant et très bien documenté dont on doit souhaiter qu'il fasse des émules.

François Moreau
Université d'Ottawa

* * *

Allan M. Brandt — *No Magic Bullet: A Social History of Venereal Disease in the United States Since 1880*. Oxford: Oxford University Press, 1985. Pp. viii, 245.

This well-researched, incisively written study brings the history of venereal disease in the United States into the mainstream of social history. Brandt's book is a timely reminder that attitudes,